



Osons !

Une social-écologie européenne déterminée à faire gagner la gauche

Nous sommes entrés dans un cycle de crises aiguës, sanitaire, écologique, économique et sociale. La guerre tue à nouveau sur le continent européen. Cette réalité est devenue une source de profonde inquiétude pour nos concitoyens. L'inquiétude de ne pas pouvoir payer ses factures à la fin du mois, l'inquiétude de ne pas avoir de quoi faire le plein d'essence pour aller travailler, l'inquiétude de ne pas trouver un médecin près de chez soi pour ses enfants ou une place aux urgences, l'inquiétude pour un parent âgé et dépendant, l'inquiétude de ne pas bénéficier d'une retraite digne, l'inquiétude du réchauffement climatique que nous avons vécu concrètement cet été, l'inquiétude de l'érosion massive de la biodiversité, l'inquiétude que nos enfants vivent moins bien que nous, l'inquiétude de la guerre. **Pour répondre à ces peurs légitimes, à la colère parfois, notre devoir est de construire une réponse de gauche solide et structurée.**

Ce climat anxigène, très favorable à l'extrême droite et au néoconservatisme, représente un risque réel pour 2027. En témoigne l'émergence des régimes autoritaires populistes et post-fascistes jusqu'au cœur de l'Europe, et récemment chez nos voisins en Italie. Ce péril politique prend notamment en France le visage souriant de la dédramatisation. Lors de la dernière élection présidentielle, le Président a joué un jeu dangereux et irresponsable en évitant de faire campagne sur le fond, en refusant les débats pour préférer un face-à-face avec l'extrême droite. C'était miser sur la responsabilité du peuple de gauche contraint, une fois de plus, à faire barrage. Nous l'avons fait. Pour autant, nous savons que ce barrage, de nombreux Français de gauche, qui se sentent trahis, ne sont plus prêts à s'y résoudre. Moins encore quand le Président et ses troupes prétendent redessiner la nouvelle géographie politique en se plaçant au centre et en renvoyant dos-à-dos l'extrême droite et une prétendue extrême gauche que serait la NUPES.

Face au risque de la régression sociale et démocratique de l'extrême droite, de la loi du plus fort du néolibéralisme de la droite et de l'injustice sociale des politiques conduites par Emmanuel Macron, nous avons choisi le rassemblement avec celles et ceux avec lesquels nous avons le plus de valeurs communes. Inutilement divisée au premier tour de l'élection présidentielle, la gauche social-écologiste européenne a favorisé la dispersion des voix de gauche. **Pour les élections législatives, nous avons entendu l'aspiration au rassemblement de la majorité des électrices et électeurs de gauche et avons choisi, en conscience, de soutenir l'accord électoral de la NUPES, tout en assumant avec clarté un certain nombre de désaccords notamment sur l'Europe.**

Il importe désormais de remettre en marche la boussole et de redéfinir nos valeurs. Il n'est plus temps de dresser l'inventaire. Il nous faut répondre par des mesures de gauche, des mesures écologistes, de justice sociale et de protection, d'autant plus nécessaires quand le risque de déclassement et de précarité est si grand pour nombre de nos concitoyens. Et il nous faut répondre avec radicalité pour être efficaces. **Cette radicalité, c'est celle des mesures, qui doivent agir en profondeur, pas celle de la méthode, qui doit s'appuyer sur le dialogue et le rassemblement. Dans une société conflictuelle, il faut une parole apaisée.**

Notre réponse, c'est la social-écologie. C'est cette gauche qui affirme résolument un nouveau rapport au monde, au vivant, à l'humain, celle qui ne conçoit pas l'écologie comme la construction d'une oasis verte à l'écart du bruit et de la fureur du monde. **Il n'y aura pas d'oasis dans le désert. L'écologie sera sociale ou ne sera pas. Notre conviction social-écologique trouve son cadre à l'échelle nationale, mais est aussi étroitement ancrée à l'échelon local et reliée à l'idée européenne.**

C'est pourquoi, avec lucidité et espoir, nous voulons maintenant affirmer notre identité politique.

Lucidité, car nous avons été impuissants à endiguer la progression du FN et du RN depuis plus de trente ans. Espoir, car nous portons plus que jamais un idéal républicain qui fait de la bataille contre les idées de l'extrême droite un enjeu culturel et politique majeur pour la gauche.



Face au nombre croissant de citoyens qui se détournent de la politique et du vote, parce qu'ils ne se sentent ni représentés, ni écoutés, osons dépasser et réinventer le parti socialiste en un Rassemblement de la gauche social-écologiste européenne qui puisse devenir un pôle de réflexion, de combat et d'action et qui affiche l'ambition de fédérer une majorité de Françaises et de Français autour d'un projet alternatif de gouvernement.

Dès les élections européennes de 2024, nous proposons que la gauche social-écologiste se présente unie sur une même liste. Ce sera la première étape du processus d'élaboration d'une plate-forme pour la présidentielle de 2027 et de la mise en place d'un mode de sélection ouvert de celle ou de celui qui devra y porter les espoirs de la gauche. Aussi, ni le regard dans le rétroviseur, ni dans l'affiliation prématurée à qui que ce soit pour 2027, prenons nos responsabilités et relevons le défi qui nous est lancé par les électrices et électeurs socialistes : rebâtir une nouvelle maison pour les idées de la gauche sociale, écologiste et européenne.

1. Pour une gauche de la bifurcation écologique

Depuis les années 70, les conséquences du réchauffement climatique sont connues. L'été dernier, nous les avons à nouveau vécues très concrètement : records de chaleur, incendies, sécheresse. A l'échelle mondiale, ce spectacle est de plus en plus dramatique : un village rayé de la carte au Canada à cause d'un dôme de chaleur, les inondations qui ont touché 33 millions de personnes au Pakistan. Parallèlement, la biodiversité s'effondre et nos concitoyens sont contraints de vivre dans un monde toujours plus pollué, de l'air qu'ils respirent, à l'eau qu'ils boivent, en passant par l'alimentation, mettant leur santé en danger. **Nous savons à quelle urgence nous avons à faire. Et nous savons que pour y faire face, il faut bifurquer dès maintenant.** Il s'agit de revoir en profondeur nos modes de vie, de production, de consommation.

Ce réchauffement, nous en sommes responsables. Bien sûr, ce « nous » est à questionner. Tous les êtres humains de cette planète sont loin d'être également responsables. Une récente étude de l'économiste Lucas Chancel (WIL, PSE) montre que dans notre pays, les 10 % les plus aisés émettent cinq fois plus de carbone que la moitié la plus pauvre des Français. Faire peser le poids de la transition écologique sur cette France-là est profondément injuste.



La France des gilets jaunes l'a bien compris quand elle s'est révoltée contre la taxe carbone qui pesait autant sur les ménages les plus fragiles que sur les ménages les plus aisés.

Il faut sortir urgemment de l'injonction exclusive aux petits gestes individuels pour proposer les transformations structurelles dont nous avons besoin. Rien ne sert de culpabiliser les individus si on ne leur propose pas des solutions crédibles pour modifier leur mode de vie, à travers une politique pensée très en amont. Il faut renouer avec l'époque des grandes planifications dont notre pays a été capable au sortir de la seconde guerre mondiale et qui a créé le monde dont nous héritons. C'était l'époque où le bonheur était promis par le seul accès à la société de consommation et la garantie que les générations suivantes vivraient mieux que les précédentes. Bifurquer, c'est repenser en profondeur l'aménagement du territoire, en luttant contre l'étalement urbain et l'artificialisation des terres et en réinvestissant à la mesure des besoins dans les transports en commun. C'est revoir nos habitats, nos modes de production et de consommation, en particulier de l'alimentation, en assurant à chacun une alimentation de qualité. C'est anticiper de possibles pénuries d'eau. C'est organiser la bascule de l'énergie vers le renouvelable parallèlement à de nouveaux usages plus sobres. C'est réinventer un nouveau modèle d'industrie locale dont le cycle de vie des produits serait entièrement repensé depuis la composition et l'origine des matériaux jusqu'à son recyclage. C'est garantir notre indépendance dans les domaines stratégiques comme l'énergie ou les médicaments. C'est assurer un accès juste et abordable à toutes et tous pour l'énergie, l'eau, l'alimentation et tous les produits de premières nécessités.

Cette bifurcation nécessite des investissements massifs, par exemple pour la rénovation thermique de tout le bâti, qui ne pourront peser sur les particuliers : pour réaliser ces chantiers d'ampleur, un pacte clair doit être déterminé entre les collectivités, l'État et l'Europe. **Au vu du montant des investissements sur le long terme, il sera impératif de créer des fonds d'investissement « vert », à toutes les échelles, locale, nationale et européenne, qui sortent du cadre de la dette et des pactes financiers.** Tout comme un plan Marshall a permis la reconstruction de la France et de l'Europe de l'après-guerre, un nouveau plan est nécessaire pour construire la France et l'Europe de la bifurcation écologique. Osons de nouvelles approches économiques, fiscales et juridiques pour massifier rapidement !



C'est une nouvelle forme de prospérité, au sens étymologique de ce qui rend heureux, qui est à rechercher, une prospérité pas seulement fondée sur la production et la consommation de biens matériels à la durée de vie limitée, mais qui valorise la qualité de vie, l'accès aux services publics, à la culture, au soin et à l'éducation. Cette bifurcation porte en elle les possibilités de refonder une société plus égalitaire, plus respectueuse de l'ensemble des « terrestres », pour reprendre ce beau terme de Bruno Latour dont nous saluons la mémoire et qui a si bien pensé le lien fort entre humains et non humains, voués à partager un même espace de vie.

2. Pour une gauche sociale

Cette bifurcation écologique n'aura de sens que si elle est juste socialement et s'accompagne d'une refondation sociale qui affirme à nouveau, et clairement, les valeurs d'égalité, et si elle protège face aux risques grandissants engendrés par les conséquences du dérèglement climatique et des différentes crises que nous traversons. **C'est le rôle de la puissance publique de garantir l'égalité. Il ne suffit pas de proclamer l'égalité pour qu'elle existe, il faut réaffirmer les droits :** droit à l'assurance chômage et à la retraite, droit à la santé, droit à une éducation de qualité, de la maternelle à l'enseignement supérieur, droit à l'accessibilité universelle pour les personnes en situation de handicap, droit à un logement digne et abordable pour tous. Il nous faut aussi retrouver le souffle de la France qui a diffusé auprès de millions d'entre nous le goût de l'apprentissage, de la culture et de la pratique des arts. La France est forte de cette tradition-là, celle qui appuie l'émancipation individuelle et collective sur une action publique volontariste, soutient la liberté de création et accroît l'accès de toutes et tous à la culture. Les services publics sont les garants de cette égalité et il est nécessaire d'en offrir un accès effectif sur l'ensemble du territoire.

Le partage à peu près stable de la valeur ajoutée entre profits et salaires depuis les années 90 peine à cacher le fait que les 1% les plus riches captent une grande partie de la croissance de la masse salariale, quand celle des profits ne sert ni l'investissement, ni à réduire l'endettement. Au contraire c'est la part dévolue aux actionnaires qui a progressé. Le fameux ruissellement n'a pas eu lieu. En 10 ans, les salaires des 10% les mieux payés ont augmenté trois fois plus vite que ceux des 10% les moins bien payés.



Il faut imaginer un mécanisme de limitation des écarts de salaires, comme demandé par la Confédération Européenne des Syndicats ou déjà mis en place dans les entreprises de l'économie sociale et solidaire. La gauche doit défendre la qualité du travail et la dignité des travailleurs. Face au nombre croissant d'emplois non pourvus, nous devons accompagner les femmes et les hommes éloignés depuis longtemps du monde du travail, mais aussi les entreprises pour repenser la formation tout au long de la vie. Il est également nécessaire de redonner de la valeur, et en premier lieu des salaires dignes, à celles et ceux dont l'utilité sociale et environnementale est avérée, comme les travailleurs pauvres des secteurs agricoles ou du soin, tout en luttant contre les nouvelles formes d'esclavage moderne d'une société ubérisée.

Plus que jamais, dans cette période de crise, **il est impératif de maintenir un filet social fortement protecteur pour celles et ceux qui ont basculé dans la précarité.** Cette grande précarité, c'est notamment celle des personnes au RSA dont il faut maintenir les minima sociaux sans contrepartie. C'est celle des familles monoparentales, très largement des femmes qui élèvent seules leurs enfants et qui se débattent pour concilier travail et enfants. C'est celle des personnes à la rue, pour lesquelles le Président avait promis un toit d'ici la fin de l'année 2017. Force est de constater qu'en 2022, ils sont de plus en plus nombreux. C'est celle, aussi, des réfugiés qui fuient leur pays et auxquels nous devons un accueil digne.

Protéger, c'est d'abord garantir la sécurité de toutes et tous, en particulier des plus fragiles qui sont exposés aux violences. Il n'y a pas de contrat social si la société ne défend ni ne protège le citoyen à travers la puissance publique. Être de gauche, c'est agir avec détermination pour protéger partout les habitants, notamment dans nos quartiers dont certains sont gangrenés par les trafics de drogue. La sécurité est un droit pour chacun. **La réponse doit passer par le rétablissement d'une police de proximité,** notamment grâce à la coopération de la Police Nationale et de la Police Municipale, dans le respect des prérogatives de chacune. **Mais aussi par une déontologie renforcée d'une police républicaine, respectée et respectueuse, soumise à une instance de contrôle indépendante.** **Ces mesures doivent s'accompagner d'une réponse judiciaire à la hauteur** pour accélérer le délai de jugement avec une augmentation du nombre de magistrats, de greffiers et de personnels de justice, dont les conditions de travail sont actuellement très dégradées.



Protéger, c'est aussi prendre soin de la santé, de la naissance au grand âge. La crise sanitaire récente a révélé l'urgence de rétablir l'effectivité du droit au soin et de lutter contre la multiplication des déserts médicaux dans les campagnes comme dans les villes. L'enjeu est d'autant plus grand alors que nous faisons face au défi du vieillissement de notre population et de la dépendance d'une partie d'entre elle. Il s'agit donc de reforcer une politique sanitaire globale, dotée de moyens conséquents au rebours de la logique gestionnaire aujourd'hui à bout de souffle, depuis l'hôpital public, la formation des soignants, la coopération entre professions médicales et paramédicales jusqu'aux solidarités territoriales pour un accès garanti au système de soins, sans oublier les problématiques de santé mentale dont l'offre de prise en charge est très insuffisante aujourd'hui. **C'est aussi lutter avec détermination contre la multiplication des déserts médicaux dans les campagnes comme dans les villes. Osons refonder le contrat entre la Nation et ses médecins, par la régulation de l'installation des professions médicales, mesure juste et efficace pour porter un coup d'arrêt aux inégalités grandissantes d'accès aux soins.**

Garantir l'égalité, c'est bien sûr renouer avec la promesse d'égalité de l'école. De nombreuses études montrent que les disparités s'installent dès la maternelle pour se cristalliser au collège, se prolonger jusque dans l'enseignement supérieur et bloquer l'ascenseur social. **Osons refaire de l'école le lieu de l'égalité et de la mixité en ayant le courage d'impliquer tous les collèges, publics comme privés sous contrat, dans la sectorisation,** et de distribuer les moyens en fonction de la composition sociale du public qu'ils accueillent, pour en finir avec la stigmatisation des établissements labellisés Éducation prioritaire et les effets de seuil qu'elle induit. Cette ambition doit être portée jusque dans l'enseignement supérieur, sous financé depuis 20 ans. Réinvestissons à la hauteur des enjeux, en redonnant à l'université les moyens de former ses étudiants et de mener une recherche ambitieuse, en particulier dans les filières d'avenir et des domaines nécessaires à la transition écologique.

L'ensemble de ces services publics doit être financé par une fiscalité juste et comprise de toutes et tous par une réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et une autonomie fiscale redonnée aux collectivités. Pour favoriser une meilleure répartition entre les revenus du travail et ceux du capital, **il faut supprimer la flat tax et rétablir l'ISF.**



Garantir l'égalité, c'est enfin lutter avec fermeté contre toutes les discriminations et violences sexistes, racistes, antisémites ou LGBTphobes. De récentes statistiques de l'INED et de l'INSEE montrent la dynamique qui accroît la mixité de la population française sur les trois dernières générations. Loin des dangers du communautarisme agités par l'extrême droite, la France montre sa capacité à se fondre dans un nouveau creuset et nous considérons que c'est une chance pour notre pays au 21ème siècle. Ce sera véritablement une chance si nous savons lutter efficacement contre toutes les discriminations qui assignent des millions de nos compatriotes dans des impasses sociales, économiques.

La laïcité doit être la garante du respect de toutes et tous. Celle-ci repose sur les piliers que sont, depuis 1905, la liberté de conscience, l'égalité des citoyens et la stricte neutralité de l'État, sa séparation d'avec les Églises. Elle n'est pas une loi de contrôle mais de liberté, et elle ne saurait en aucun cas servir à masquer les inégalités et les discriminations qui minent le pacte républicain, pacte qui ne considère le citoyen que comme citoyen, sans autre référence identitaire.

Notre société ne peut et ne doit plus tolérer aucune sorte de violence faite aux femmes, du sexisme ordinaire aux féminicides. Au-delà des mesures indispensables de formation, de prévention et d'éducation pour lutter contre le caractère systémique de ces violences, nous voulons que le gouvernement mette un milliard d'euros par an sur la table pour former des professionnels, notamment de santé, de justice, de police et de gendarmerie susceptibles d'accueillir des femmes victimes de violence, créer des places d'hébergement d'urgence et mettre en place des tribunaux et brigades spécialisées dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Bien sûr, les ambitions devront également être relevées pour atteindre une réelle égalité salariale et de carrière. Et au moment où la droite sénatoriale s'oppose à la constitutionnalisation de l'IVG, nous réaffirmons le droit des femmes à disposer de leur propre corps.



3. Pour une gauche européenne qui porte la flamme de la décentralisation

La baisse d'investissement globale dans les services publics touche tous les territoires et abîme le pacte républicain. Certains entretiennent l'idée qu'il n'y aurait plus une France, mais un territoire fracturé, au sein desquels s'opposeraient habitants des grandes villes et des villages, de la périphérie et du périurbain. Bien sûr, chaque territoire de France métropolitaine et d'Outre-mer a ses spécificités, son identité qui le rend unique, mais il faut sortir des caricatures. La désertification médicale, par exemple, frappe nos quartiers populaires comme nos campagnes.

La gauche et les socialistes se battent pour tous, au nom de l'intérêt général, avec une attention particulière assumée en direction de toutes celles et tous ceux qui se sentent relégués, qu'il s'agisse de l'exploitant agricole qui ne se verse même pas un SMIC, de l'étudiant du quartier populaire d'une grande ville qui pédale sur son vélo la nuit pour livrer des repas, de la mère célibataire qui, à la périphérie d'une ville moyenne, roule d'un ménage à l'autre en se demandant si sa voiture passera le prochain contrôle technique.

Et pour être au plus près des besoins des territoires, **osons raviver la flamme de la décentralisation** qui a été historiquement portée par la gauche. Les liens entre l'État et les collectivités doivent être fondés sur quatre principes : la confiance, l'autonomie, les libertés locales, mais aussi l'alliance des territoires.

En effet, inscrire l'action au niveau local ne signifie pas le repli. Au contraire, c'est l'occasion de nouvelles coopérations de proximité dans tous les domaines. Cette ambition doit s'accompagner d'une démarche de contractualisation claire adossée à des moyens financiers à la hauteur des enjeux. Il convient aussi de renforcer la légitimité démocratique des intercommunalités, métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération qui exercent de nombreuses compétences du quotidien. Cette échelle d'action doit aussi être un lieu de renouveau de démocratie comme les conventions citoyennes locales, les référendums locaux ou encore les budgets participatifs.



Parallèlement, nous devons nous saisir de toutes les opportunités qu'offre l'Union européenne dont les ambitions doivent être renforcées. Nous ne transigerons pas sur notre engagement européen, pas plus que nous ne transigerons sur sa nécessaire réorientation sociale et écologique. L'échelon européen est en effet le seul à même aujourd'hui d'être de taille à répondre aux enjeux planétaires, qu'ils soient climatiques ou à la redéfinition d'une souveraineté économique dès lors qu'elle n'est pas synonyme de fermeture et de repli. Alors que la guerre est revenue sur notre continent, l'enjeu est également de construire une véritable Europe de la défense avec le nécessaire renforcement des coopérations militaires et de défense européennes. Elle doit prolonger sa mobilisation pour donner les moyens à l'Ukraine de remporter la victoire et créer les conditions d'une adhésion à l'Union européenne. Cette Union européenne doit rester un espace de dialogue permanent, de négociations et de compromis où chacun doit être entendu et respecté dans un cadre de valeurs fondamentales communes sur lesquelles nous ne céderons rien.

Enfin, pour peser sur la scène internationale, garantir sa sécurité, plus encore alors que la Russie a re-déclenché une guerre qui dure sur le continent européen, la France doit se maintenir dans ses grandes alliances atlantique et européenne. En même temps, dans ce monde globalisé, régi par de multiples réseaux d'interdépendances mondiales, les coopérations Nord / Sud doivent être amplifiées. C'est le seul moyen de répondre aux défis écologique, économique et sanitaire.

4. Vers un nouveau militantisme socialiste

Ces enjeux nous invitent à bâtir un nouveau militantisme socialiste, à dépasser notre parti pour mieux l'ancrer dans les aspirations de notre société, en l'ouvrant sur l'extérieur et en repensant ses modes de fonctionnement.

L'engagement politique n'est pas mort. Il prend de nouvelles formes à travers des collectifs, bien souvent portés par la jeunesse, pour défendre le féminisme avec, par exemple, le mouvement « Nous toutes », l'écologie avec « la Marche pour le climat », ou encore des luttes locales, du jardin ouvrier à l'AMAP, de l'association de parents d'élèves au bar associatif.



Si ces luttes ne se revendiquent pas socialistes, elles défendent notre idéal et même notre définition : faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers. Notre défi est de recréer des liens forts, de partager les outils et l'expérience du PS, son ancrage politique local et national, pour qu'il serve d'appui, de chambre d'échos à ces mobilisations. De convaincre que c'est avec la gauche social-écologiste que le combat pourra être gagné. Il ne s'agit pas seulement de réfléchir à attirer davantage de militants mais, nous qui nous sommes engagés en politique dans le but de faire advenir un idéal, de faire de notre parti le lieu idéal pour s'engager. **Pour cela, le PS doit renouer avec ses racines populaires et locales et poursuivre le travail de représentativité et de démocratie.**

Alors que dans notre assemblée nationale, le nombre de personnes issues du monde ouvrier ou d'employés est très inférieur à celui de notre société, nous devons faire cet effort que notre parti ressemble au monde dans lequel nous vivons, et donc attirer autant de femmes que d'hommes, des jeunes, des personnes de toute origine et de toute catégorie socio-professionnelle. Dans ce but, des candidatures locales comme nationales pourront être fléchées par nos instances locales et nationales, après débat avec les militants concernés.

Cet effort pour une meilleure représentation de l'ensemble de la population ne doit pas se faire dans le huis-clos d'un bureau, mais s'inscrire dans un effort plus large pour renforcer la démocratisation du Parti socialiste, grâce à des consultations thématiques sur des sujets d'actualité ou au vote électronique pour l'ensemble des consultations internes, à commencer par le congrès et les investitures.

Investir les luttes, aussi bien sur le plan national que local, implique que les militants puissent être bien outillés sur le terrain. Le monde dans lequel nous vivons est de plus en plus complexe, la diffusion de fake news sur les réseaux sociaux n'aide pas toujours à se forger une opinion claire. Le parti doit être pensé comme lieu d'éducation populaire. La formation des militants doit être un axe fort, avec notamment le lancement d'universités permanentes, chaque année, au niveau régional, dédiées en particulier aux cadres locaux, responsables fédéraux du parti et des jeunes socialistes, futurs candidats aux élections locales.



Ce parti plus proche des préoccupations des Françaises et Français, plus représentatif et démocratique, doit aussi se penser au-delà des cadres connus que sont la section, la fédération et le parti même. Les enjeux auxquels nous faisons face impliquent un dépassement du Parti Socialiste, un effort de rassemblement large que nous croyons indispensable si nous voulons bâtir la grande force social-écologiste qui permettra à la Gauche de l'emporter de nouveau et d'agir durablement.

Conclusion

Nous sommes convaincus que le cycle de nos formations politiques est arrivé à son terme. Un programme commun, l'union de la gauche et un leadership puissant ne sont plus les conditions suffisantes pour retrouver le chemin de la conquête.

Nous ne renions rien de notre propre histoire. La gauche a porté de grandes conquêtes sociales et de grands progrès à chaque fois que, de 1936 à 2017, elle a obtenu la confiance et exercé le pouvoir. Elle a parfois déçu et échoué en s'éloignant de ses fondements.

Les électeurs de gauche et écologistes sont là, ils le démontrent lors des scrutins locaux. Leur confiance dans nos territoires nous engage à nous consacrer à nos mandats, ce que nous faisons avec cœur. Ils ne militent pas tous dans des partis, mais sont aussi dans les associations, en s'engageant dans des causes ponctuelles, en se mobilisant pour des marches ou tout simplement sur les réseaux sociaux. C'est pourquoi **le Parti socialiste devra sans tarder proposer d'ouvrir à toutes et tous des états généraux de la gauche social-écologiste européenne, et en premier lieu aux formations politiques qui peuvent se reconnaître sur cet axe, aux militants, syndicalistes, porteurs de causes, engagés, ou tout simplement volontaires pour apporter leur pierre à l'édifice.**

Nous refusons la vindicte et l'excitation provocatrice qui divisent le corps social encore plus qu'il ne l'est. Nous voulons promouvoir un esprit fédératif et coopératif par le débat, la preuve par l'exemple, l'expérimentation démocratique et sociale pour refonder le dialogue entre les citoyens et leurs représentants élus dans l'esprit réformiste qui est le nôtre.



Nous sommes pour une délibération politique plus participative, plus contributive tout en restant attachés à une démocratie représentative garante de la continuité et de la responsabilité politique dans un régime qui doit préserver les contre-pouvoirs contre toute concentration excessive. Face à la montée de la conflictualité, nous devons travailler aux leviers d'une démocratie apaisée.

Dans ce nouveau monde, nous avons encore beaucoup de sujets à débattre, et cette contribution n'est pas un programme exhaustif qui reste à construire collectivement. Nous avons voulu réaffirmer les valeurs et les fondamentaux auxquels nous restons fidèles : l'impératif écologique, l'État de droit, le socialisme démocratique qui a su depuis un siècle répondre aux grands enjeux de l'émancipation individuelle et collective par l'éducation et la culture, les droits politiques et sociaux, notre système de protection sociale basé sur la solidarité collective, la décentralisation et l'attachement à l'Union européenne. **A partir de ces fondations solidement établies, osons renouveler en profondeur notre logiciel politique, notre vision du monde, de l'Europe et de la France** pour tenir compte des sentiments d'inquiétude, d'angoisse ou de révolte légitimes qui saisissent de nombreux Français face aux urgences et aux menaces auxquelles ils sont confrontés individuellement et collectivement. **Ensemble, depuis le cœur du parti jusqu'à de nouvelles alliances pour poser les fondations de la social-écologie.**

**Pour soutenir notre démarche et signer cette contribution,
rendez-vous sur osons-ps.fr**



**Osons ! Une social-écologie européenne
déterminée à faire gagner la gauche**